

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 octobre 2000

Original: français

**Lettre datée du 20 octobre 2000, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement m'a ordonné de porter à votre attention la mauvaise traduction de la déclaration présidentielle S/PRST/2000/29 du 29 septembre 2000, relative à la situation au Burundi.

En effet, au paragraphe 7 de la déclaration, le texte original en anglais dit que : « It urges all concerned to ensure that former camp inhabitants are protected... ». La traduction faite dans le texte en français est la suivante : « ... faire en sorte que *les personnes qui ont été internées dans les camps* soient protégées... ».

Cette traduction française n'est pas correcte et prête à confusion. Plusieurs briefings du Secrétariat général ainsi que le briefing du Facilitateur Nelson Mandela ont confirmé le démantèlement total des camps de regroupement. Le Conseil de sécurité devrait saluer en termes clairs ce positif développement.

Je souhaite donc que le Conseil de sécurité corrige cette anomalie et qu'il aille même plus loin : qu'il félicite le Gouvernement du Burundi ou salue le même gouvernement pour avoir tenu promesse.

Il faut rappeler ici que la rébellion pose toujours entre autres comme condition à la négociation du cessez-le-feu le démantèlement des camps de regroupement. Il faut lui refuser ce prétexte par une formulation claire et sans équivoque, et l'inviter plutôt à accepter l'arrêt inconditionnel des hostilités et à rejoindre le processus de paix soutenu par tous les négociateurs de l'Accord de paix signé le 28 août 2000.

Je souhaite que cette lettre soit considérée comme document du Conseil de sécurité et qu'elle soit portée à la connaissance de tous ses membres.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Marc Nteturuye